



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 24 mars 05

Groupement enseignement général

Commandant
Christophe Midan
Groupe A2

Fiche de géopolitique

OBJET : sujet n° 4 / La souveraineté étatique a-t-elle un avenir selon vous ?

Dans *La fin des territoires* et *Le retournement du monde*, Bertrand Badie décrit une planète unifiée par la mondialisation, niant les frontières et abaissant les souverainetés étatiques jusqu'à les faire disparaître. Dans le même temps, l'hyperpuissance américaine, selon le mot d'Hubert Védrines, démontre chaque jour qu'elle entend bien exercer – et imposer – ses vues, en fonction de ses intérêts nationaux. Se pose donc la question suivante : la souveraineté étatique a-t-elle un avenir ou est-elle au contraire condamnée à brève ou moyenne échéance ? A cette question, la réponse est claire : elle reste le meilleur système d'organisation du monde et va perdurer. Pour démontrer ce postulat, il convient de montrer que quelles que soient les attaques externes et internes dont semble souffrir la souveraineté étatique (1), celle-ci demeure à la fois vivace et irremplaçable et constitue le seul mode d'organisation suffisamment efficace et légitime pour garantir à l'avenir l'équilibre du système international (2).

1 Une souveraineté menacée.

Force est de reconnaître que la souveraineté étatique est concurrencée à la fois par des phénomènes transnationaux et supranationaux (1,1) et par une érosion interne (12) :

1, 1 Compétition transnationale et péril supranational

Le phénomène le plus visible est certainement la mondialisation économique, dont les effets se font sentir au quotidien par de nombreux citoyens, mais aussi la mondialisation des idées, favorisée par le développement des médias et l'explosion des technologies de l'information. Il en résulte une limitation de la souveraineté car les dirigeants doivent suivre les modèles dominants (libéralisme économique, droits de l'homme...) ce qui réduit d'autant leur marge de manœuvre. De même, de grands thèmes mobilisateurs, qui développent des idées non étatique (représentation vis-à-vis d'une civilisation (monde arabe...), d'une religion (Umma...), d'un mouvement transnational (altermondialisme...) et non plus d'un Etat, semblent aussi abaisser la souveraineté étatique, sinon dans les faits, du moins dans les consciences. Enfin, au-delà de cette représentation, un certain mondialisme semble triompher : l'idée de légitimité internationale fondée sur une opinion publique et des valeurs mondiales (droits de l'homme, économie de marché...), la volonté d'agir hors d'un contexte étatique (ONG), ou au contraire la conscience que certains problèmes sont mondiaux (criminalité transnationale, terrorisme international, préservation de l'environnement...) et que le cadre de l'Etat est trop restreint pour y remédier.

Fort de ces représentations, les peuples et les dirigeants poussent au dépassement des souverainetés étatiques par la constitution de grands ensembles. L'idée de déficit de puissance, très répandue en Europe, conduit à une mise en commun de la souveraineté, selon le vieil adage

“l’union fait la force”. On assiste donc d’abord à un processus de régionalisation, le plus souvent économique (ALENA...) mais qui prend parfois une dimension politique (ASEAN), sécuritaire (Groupe de Shanghai), voire politique (UE). Dans la majorité des cas, le système de décision intergouvernemental reste prépondérant et les abandons de souveraineté sont limités, mais dans certaines zones, essentiellement dans l’UE, la définition d’un champ communautaire de plus en plus étendu, fonctionnant à la majorité, conduit à une dilution réelle de la souveraineté étatique : non seulement l’Etat est contraint de s’accorder avec ses partenaires pour avancer et doit en permanence mettre en conformité sa propre législation avec l’acquis communautaire mais, par le jeu de la majorité, il ne dispose plus de pouvoir de blocage et peut se faire imposer des décisions par ses partenaires. Outre cette régionalisation, l’Etat s’en remet de plus en plus aux organisations mondiales (OMC et surtout ONU). Peu d’opérations militaires sont désormais entreprises sans le consentement de l’ONU et l’essentiel des grandes questions économiques sont prises dans le cadre d’organisations mondiales (G7/8, Club de Londres et de Paris...). Enfin, l’on consent de plus en plus à nier la souveraineté des Etats – faibles – au nom d’un droit d’ingérence – voire d’un *devoir* d’ingérence selon le terme de Bernard Kouchner – qui n’est pas explicitement reconnu mais pratiqué sur divers théâtres tel que le Kosovo à partir de 1999 ou l’Irak depuis les révoltes kurdes et chiites, dès 1991. Mais ce phénomène ne touche pas que les Etats en faillite : qu’est-ce donc que la convention européenne sur les minorités sinon une ingérence caractérisée et généralisée ?

1, 2 La concurrence interne

Mais la souveraineté étatique est aussi concurrencée par le bas. A la régionalisation s’ajoute aussi un régionalisme, qui revient à rogner le pouvoir de l’Etat par le bas. Ce phénomène touche d’abord l’Etat nation de façon interne – dévolution au Royaume-Uni, fédéralisme – limité – de la dernière réforme de l’exécutif italien, décentralisation française depuis 1982 aggravée en permanence depuis – mais tend aussi à nier purement et simplement les frontières, comme le montre le tracé des régions européennes, le plus souvent à cheval sur les frontières étatiques. De plus, le monopole de la diplomatie, prérogative s’il en est de la souveraineté étatique, commence à être concurrencé par les régions et même les villes, Marseille développant sa propre politique méditerranéenne alors que Paris et Londres ont déjà une vocation mondiale... Enfin, l’Etat, s’il est le plus souvent complice de son abaissement, est parfois complètement dépassé par des phénomènes de morcellement, comme les cas somalien ou libanais, alors que le communautarisme fait un retour en force en Irak, où il avait pourtant été vaincu par la poigne du pouvoir irakien. Dans ces cas de dégénérescence de l’Etat, la souveraineté étatique n’a plus moyen de s’exercer et le monopole de la violence, mais aussi la bonne gouvernance, se diluent dans les drames et les conflits les plus barbares.

2 Permanence et développement de l’Etat

Ce constat signifie-t-il que la souveraineté étatique est menacée de disparition ? Non, car non seulement l’Etat résiste mieux qu’on veut nous le faire croire – à quelques exceptions près, il est vrai – mais surtout la souveraineté étatique demeure le meilleur système d’organisation des peuples

2, 1 La résistance de l’Etat.

Il convient d’abord de rappeler que la concurrence que subit actuellement l’Etat a existé depuis que cette forme de gouvernement existe. Qu’est-ce que la féodalité, sinon avant tout la remise en question du pouvoir du centre ? La mondialisation date au moins du Moyen-âge, et, déjà, les milieux financiers font pression sur le pouvoir. De même, les pouvoirs supranationaux ont toujours tenté de s’imposer : les peuples dominés payaient tribut, se voyaient imposer des décisions auxquelles ils n’étaient pas conviés (conférence de Berlin 1878...) et le pape a longtemps tenté d’exercer sa prééminence vis-à-vis du pouvoir temporel, et d’abord de l’Empereur. De même, l’ingérence directe n’est pas une nouveauté : l’opération française en Syrie pour protéger les Chrétiens date de 1860 et le traité sur les minorités de 1919-1920... Il convient ensuite de constater que malgré cela, l’organisation politique qu’est l’Etat, puis l’Etat nation, perdure et progresse depuis des siècles, alors que toutes les autres formes de gouvernement ou d’absence de gouvernement, ont disparu ou sont en voie de disparition. Enfin, remarquons que ce sont les Etats faibles et manquant de cohérence géopolitique et d’une idée de nation (Liban, Côte d’Ivoire, Somalie, Yougoslavie...), qui sont menacés, ou ceux qui se croient faibles – mythe de l’UE indispensable pour sauvegarder la puissance de l’Europe – et non la majorité des Etats comme une vision européocentrée amène souvent à le croire.

En effet, partout ailleurs, l’Etat affirme sa santé : les Etats-Unis, mais aussi la Chine, le Japon, la Russie, etc. mènent une véritable politique de puissance comme du temps du grand jeu.

De plus, de nombreuses souverainetés jusque-là étouffées par la bipolarisation, accèdent désormais à une véritable indépendance et entendent bien en jouer, parfois malheureusement avec violence, mais le plus souvent pour le bien de leur peuple. De nombreux Etats naissent : d'une quarantaine avant la Deuxième Guerre mondiale l'ONU compte plus de 180 Etats, et aucune nouvelle entité n'a choisi une autre voie. En particulier, le mouvement de décolonisation que représente la fin de l'URSS libère de nombreuses entités, qui s'intègrent dans le système international et, malgré des tensions internes et externes, tendent à se pérenniser.

En outre, force est de reconnaître que l'Etat instrumentalise souvent les grands courants de pensée qu'il semble subir. Les Etats récupèrent les valeurs pour camoufler leurs intérêts nationaux : « la guerre juste est celle qui nous est nécessaire », affirmait Kipling : plusieurs Etats ont utilisé l'islamisme (Syrie, Libye...) et les Américains utilisent les droits de l'homme pour affirmer leur politique de puissance et leurs intérêts nationaux. Sinon, comment justifier la politique de deux poids et deux mesures de Washington vis-à-vis d'Israël et de l'Irak ? De plus, la déterritorialité des phénomènes transnationaux pose problème : les sociétés multinationales, possèdent des actionnaires et des conseils d'administration marqués par une nationalité dominante, les ONG sont souvent manipulées, comme les groupes saoudiens ou émiratis qui sous couvert d'humanitaire, répandent le Wahhabisme dans les Balkans. La régionalisation, même, est récupérée par les Etats : l'ALENA sert avant tout les intérêts américains – d'où la résistance brésilienne à son extension – et l'Allemagne utilise l'UE pour sa politique des minorités et d'unification séculaire. L'ONU ne remet nullement en cause le principe de souveraineté des Etats, etc. Le régionalisme, même, ne menace pas vraiment la souveraineté étatique puisque le système intergouvernemental prédomine largement : seule l'UE semble nier cette réalité, mais elle pourrait bien être rattrapée par l'histoire.

2, 2 L'Etat reste la forme idéale de gouvernement

Lorsqu'on parcourt l'histoire, on constate qu'aucun empire, aucune structure anarchique, aucune construction communautaire ou religieuse, n'a pu durer. La logique impériale se heurte par trop aux données géopolitiques des peuples (culture, langue, ethnie...) et l'atomisation, n'en déplaise à Alvin Toffler, est inefficace et nie la réalité de la puissance, qui prédomine toujours malgré ses habillages idéologiques. Les panismes passés ont tous échoués et il y a peu de chance que l'Islamisme puisse s'imposer. Partout où l'Etat s'est écroulé, il en a résulté violence, ou... établissement d'autres Etats, soucieux d'exercer leur souveraineté. L'imposition de souveraineté (Kosovo...) ne fait que pérenniser des situations de crise et le partage de la souveraineté (UE) ne fonctionne que de façon limitée, tant que les intérêts ne sont pas en jeu : l'UE ne s'est-elle pas déchirée sur l'Irak ? Ce n'est que lorsqu'il y a consensus (libéralisme économique...) que le partage de souveraineté fonctionne...

Face à cette réalité, seul l'Etat est en mesure de répondre à la fois à l'organisation des relations internationales et à la légitimité qui est le fondement de tout pouvoir. En effet, l'Etat a la bonne taille, si tenté qu'il corresponde à la nation. Or, si l'on excepte certains Etats issus de la décolonisation, par trop artificiels, et quelques aberrations liées à l'idéologie (séparation de la RDA et de la RFA ou au contraire République Arabe Uni), c'est l'Etat, façonné par l'histoire et lui-même garant de l'homogénéité de la nation, qui reste le cadre idéal où peut s'exercer la légitimité et donc la souveraineté. L'opinion internationale, manipulable et exempte de l'union que créent les déterminismes géopolitiques (ethnies, nations...) ne peut s'y substituer, de même que l'atomisation, qui est suicidaire à l'heure de la mondialisation. On objectera peut-être qu'un super Etat européen serait la solution à la nécessité de taille que suppose la puissance ? Non, car cela serait nier les différences géopolitiques entre les Etats – vocation méditerranéenne de l'Italie contre vision continentale de l'Allemagne, par exemple – et sans unité nationale, nulle démocratie ne peut être durablement fondée.

En conclusion, l'Etat nation reste le lieu idéal d'exercice de la souveraineté. Certes, les frontières ne doivent pas être considérées comme intangibles et devraient être revues partout où elles posent problème, mais cela ne signifie pas que la souveraineté étatique doit céder le pas à une autre structure : elle doit seulement être redistribuée. En revanche, tout abandon ou partage important de souveraineté des Etats est à la fois une négation de l'histoire et des fondements géopolitiques du pouvoir et un suicide collectif des peuples. Espérons que l'UE saura dépasser l'idéologie et revenir à la raison avant qu'il ne soit trop tard...